



Réponse du Groupe CANAL+ à la consultation publique sur la neutralité de l'internet et des réseaux

Le Groupe CANAL+ (ci-après GC+) remercie l'ARCEP de lui donner l'opportunité de se prononcer sur ses premières orientations sur la neutralité de l'Internet et des réseaux et se félicite de cette démarche entreprise par l'Autorité. Il considère que les orientations proposées par l'ARCEP constituent une bonne base de travail qui mérite d'être approfondie et enrichie. A cette fin, GC+ souhaite formuler un certain nombre d'observations sur chacune des orientations suggérées par l'ARCEP.

A titre préliminaire, GC+ se félicite que l'ARCEP aborde ce sujet à la fois sous l'angle de la neutralité du net mais aussi sous celui de la neutralité des réseaux. En effet, garantir l'accès Internet à tous et à tous les contenus va de pair avec la mise en œuvre par les opérateurs de réseaux de politiques de gestion de trafic qui relève bien de la neutralité des réseaux.

GC+ adhère en outre à l'approche de l'ARCEP consistant à apprécier le principe de neutralité de l'Internet et des réseaux de manière pragmatique et à éviter les scénarii extrêmes (absence totale de gestion de trafic vs liberté totale dans la gestion du trafic et dans la définition par les opérateurs des conditions d'accès à l'Internet).

Question 1 : L'Autorité invite les acteurs à commenter les définitions qu'elle propose.

GC+ n'a pas d'observation particulière à formuler sur les définitions données par la consultation.

Question 2 : L'Autorité invite les acteurs à commenter sa présentation du contexte et des enjeux relatifs à la neutralité de l'Internet et des réseaux.

S'agissant des enjeux juridiques de la neutralité de l'Internet et des réseaux, GC+ rappelle qu'il est favorable, à l'occasion de la transposition du paquet télécom, à l'édiction des mesures concrètes suivantes pour mettre en œuvre les principes de non discrimination et de transparence :

- L'ARCEP doit être dotée d'un pouvoir de règlement des différends entre opérateurs télécoms et éditeurs de services.
- L'ARCEP doit pouvoir imposer des critères minimum en matière de qualité de services et les contrôler efficacement.
- L'ARCEP devrait mettre en place des outils de mesures nécessaires pour assurer un monitoring des politiques de gestion du trafic des opérateurs afin de détecter très rapidement toute pratique discriminatoire (outil de mesure des débits par exemple).

Ces différentes pistes sont détaillées ci-après.

GC+ partage par ailleurs l'analyse de l'ARCEP sur les besoins de régulation supplémentaires (cf. page 14) et en particulier le renforcement de la transparence sur le contenu des offres de services de communications électroniques, notamment en termes de qualité de services.

Question 3 : L'Autorité invite les acteurs à commenter son approche générale des conditions de l'accès à l'internet.

Cf. réponses ci-après.

Question 4 : L'Autorité invite les acteurs à commenter les six orientations proposées.

1^{ère} orientation : Pour proposer un « accès à l'internet », l'Autorité recommande que le FAI soit tenu, dans le respect des dispositions législatives en vigueur, d'offrir à l'utilisateur final la possibilité :

- **d'envoyer et recevoir le contenu de son choix ;**
- **utiliser les services ou faire fonctionner les applications de son choix ;**
- **connecter le matériel et utiliser les programmes de son choix, dès lors qu'ils ne nuisent pas au réseau.**

GC+ est favorable aux trois recommandations de l'ARCEP concernant les conditions de « l'accès à Internet ». Il va sans dire que l'accès aux contenus doit bien évidemment s'entendre comme un accès aux contenus légaux, comme le rappelle l'ARCEP elle-même (cf. page 18).

La lutte contre le piratage, et la mise en œuvre d'outils efficaces pour ce faire, doit rester une priorité des pouvoirs publics. En effet, le piratage constitue une gigantesque perte de valeur pour l'industrie des contenus et pour la société de manière plus générale.

Concernant l'obligation symétrique (à l'accès à Internet) pour les prestataires de services de la société de l'information (PSI) de traiter tous les opérateurs de manière non discriminatoire pour l'accessibilité de leurs services via l'accès à l'internet, GC+ rappelle que ses offres sont déjà aujourd'hui présentes chez tous les FAI et sur toutes les plateformes (satellite, ADSL/FTTx, hertzien, câble). Cette situation ne résulte pas seulement de la mise en œuvre d'engagements pris par GC+ au cours d'opérations récentes de fusion dans le secteur de l'audiovisuel et des télécommunications mais bien d'une logique économique qui veut que GC+ recherche une exposition maximale de ses contenus acquis chèrement.

Cependant, il convient évidemment de ne pas confondre une « obligation » de mise à disposition non discriminatoire de contenus « via l'accès à l'internet » avec une obligation généralisée de mise à disposition de l'ensemble des contenus à l'ensemble des opérateurs. Une telle obligation n'aurait pas de justification et irait bien au-delà de la question d'un Internet ouvert.

2^{ème} orientation : L'Autorité recommande que les pratiques de gestion de trafic mises en place par les FAI pour assurer l'accès à Internet demeurent exceptionnelles et respectent les

principes généraux de pertinence, proportionnalité, efficacité, transparence et non discrimination.

La nécessité de faire croître les débits sur les réseaux et donc de consacrer des investissements importants pour augmenter la capacité des réseaux se pose différemment selon que l'on parle de l'ADSL, de la fibre ou du mobile. Il serait utile de bénéficier d'un état précis de ces besoins.

Dans l'attente de cet état des lieux, GC+ reconnaît que les principes généraux énoncés par l'ARCEP (pertinence, proportionnalité, efficacité, transparence et non discrimination) sont absolument essentiels et doivent nécessairement guider toute décision relative à la gestion du trafic. Toutefois, GC+ estime que l'ARCEP aborde le critère de transparence d'une manière trop restrictive. En effet, la transparence ne devrait pas se limiter à la relation entre les FAI et les utilisateurs finals mais viser également la relation entre les FAI et les fournisseurs de contenus (PSI), en particulier dans le contexte du développement des services gérés (cf. ci-après les réponses aux 3^{ème} et 4^{ème} orientations).

En outre, GC+ s'interroge sur la mise en œuvre concrète du critère de « pertinence » et la manière dont le régulateur pourra le contrôler.

Enfin, GC+ estime que les discussions sur la gestion du trafic et sur la nécessité d'investir pour accroître les capacités des réseaux devraient s'inscrire dans une perspective à plus long terme d'évolution des technologies. A cet égard, on citera, par exemple, le nouveau protocole IPV6 qui devrait être déployé dans les prochaines années. En effet, ce type de protocole permettra de faire des économies très importantes de bande passante et aura donc un impact sur la justification et l'ampleur des mécanismes de gestion de trafic que les opérateurs pourraient mettre en place.

3^{ème} orientation : Le niveau de qualité de service de l' « accès à l'internet »

Un accès à l'Internet doit présenter une qualité de service suffisante et transparente. Afin de la garantir, l'Autorité lance des travaux sectoriels de qualification des paramètres minimaux de la qualité de service de l'accès à Internet et travaille à la mise en place d'indicateurs spécifiques.

En tant qu'éditeurs de contenus notamment cinématographiques et sportifs premium, GC+ est extrêmement attentif à la qualité de réception de ses programmes par ses abonnés. C'est pourquoi la question de la qualité de service est pour lui absolument essentielle et il se félicite que l'ARCEP l'ait inscrite parmi ses orientations. Il convient notamment de trouver une bonne articulation entre la définition d'une qualité de service minimale dans l'Internet « best effort » et le développement des services gérés.

A ce titre, GC+ regrette que les modalités de mise en œuvre de cette orientation et son calendrier ne soient pas plus précisément définis. Il nous semble en effet illogique de dissocier le débat de la qualité de service minimale (dans le contexte de l'Internet « best effort ») et celui de la rémunération des services gérés.

C'est pourquoi GC+ estime utile que l'ARCEP publie des données comparatives entre FAI, au travers d'un benchmark sur certains paramètres, celui-ci devant servir à éclairer le choix des consommateurs.

Cela rejoint d'ailleurs la question de la transparence quant aux informations relatives à la qualité de service. GC+ considère qu'elle doit prévaloir certes dans les relations entre le FAI et les utilisateurs finals mais également à l'égard des PSI. En effet, il est important que les PSI soient précisément informés de la qualité de service qui leur est accordée et qui détermine pour partie le coût payé pour l'utilisation du réseau.

4^{ème} orientation : Les services gérés

Afin de préserver la capacité d'innovation de l'ensemble des acteurs, tout opérateur doit disposer de la possibilité de proposer des « services gérés », aussi bien vis-à-vis des utilisateurs finals que des prestataires de services de la société de l'information (PSI), dans le respect du droit de la concurrence et des règles sectorielles spécifiques, et sous réserve que ces services gérés ne dégradent pas la qualité de l'accès à Internet.

GC+ relève que l'encouragement fait aux FAI de poursuivre leur politique de « services gérés » et la reconnaissance d'une possible rémunération des PSI et/ou des utilisateurs finals ne s'accompagne pas de la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique (seul le droit de la concurrence s'appliquera). Or, force est de constater que de nombreuses problématiques pourraient émerger en fonction des modalités techniques et tarifaires des « services gérés » proposés par les opérateurs (dépendance technique des PSI vis-à-vis des opérateurs, niveau tarifaire des services proposés...).

Concernant plus particulièrement les modalités tarifaires que pourraient pratiquer les FAI vis-à-vis des PSI, GC+ regrette que l'ARCEP ne donne aucune précision sur cette question. Sans aller jusqu'à une réglementation ex ante détaillée de ces services, il conviendrait que l'ARCEP fixe quelques grands principes afin de s'assurer que ces services gérés n'ont pas d'autre objectif que de contribuer à une saine gestion des réseaux.

Enfin, GC+ rappelle ici encore que la facturation de services gérés ne peut avoir lieu tant que ne sont pas définis des critères précis de l'accès à Internet (tel que des critères minimums de qualité de services). Cette transparence est d'autant plus essentielle que GC+ considère que certains FAI facturent aujourd'hui des coûts d'utilisation de leur réseau bien supérieurs aux coûts réellement encourus. Il ne serait pas supportable pour nombre de PSI de voir leurs coûts de bande passante augmenter de manière significative sans que cette augmentation de charge n'ait de justification réelle. De même, l'ARCEP devra être très vigilante à ce que les opérateurs ne cumulent pas de manière indue les rémunérations qu'ils pourraient percevoir au titre de l'utilisation de leur réseau auprès des utilisateurs finals et auprès des PSI.

5^{ème} orientation : Suivi du marché de l'interconnexion de données

Afin de lever l'opacité existant sur les marchés de l'interconnexion de données et disposer des informations utiles au bon exercice des pouvoirs dont elle dispose, l'Autorité adoptera rapidement une décision de collecte périodique d'informations sur ces marchés.

Comme nous l'avons déjà rappelé, il est nécessaire de renforcer la transparence dans les relations contractuelles entre les FAI et les PSI. Mais un effort de transparence doit aussi être réalisé concernant la rémunération des CDN. Ces intermédiaires jouent un rôle croissant dans l'accès à Internet mais dans un cadre aujourd'hui très opaque. A ce titre, GC+ accueille avec intérêt la mise en œuvre d'une collecte périodique d'informations sur le marché de l'interconnexion de données. GC+ espère néanmoins qu'il ne s'agit là que d'un premier pas dans la clarification du rôle des prestataires techniques dans la gestion de la saturation des réseaux et leur positionnement dans la chaîne de valeur entre les opérateurs de réseaux et les PSI.

6^{ème} orientation : La transparence accrue vis-à-vis des utilisateurs finals

Si GC+ n'est pas directement concerné par les rapports entre les FAI et les utilisateurs finals, il encourage néanmoins toutes les initiatives qui peuvent aller dans le sens de plus de transparence envers ces utilisateurs.

Question 5 : L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse relative aux autres dimensions de la neutralité.

GC+ souhaite formuler des observations sur les 3 points suivants :

1/ Les « géants de l'Internet »

L'apparition ces dernières années des « géants de l'Internet », principalement américains, est une question cruciale alors que la plupart des PSI français contribuent déjà au financement de la bande passante qu'ils utilisent pour leurs services. En effet, ces géants sont les principaux consommateurs de bande passante et sont donc indéniablement à l'origine d'une augmentation des coûts des FAI.

Il nous apparaît donc indispensable, afin d'éviter notamment une accentuation des distorsions de concurrence entre ces géants et les PSI français, que l'ARCEP soit moteur dans la réflexion sur la participation de ces géants de l'Internet à l'économie des réseaux qu'ils utilisent.

Nous sommes conscients que cette question dépasse en partie le champ de compétence de l'ARCEP mais l'Autorité pourrait certainement être force de propositions sur cette question au niveau national et international.

2/ Neutralité et concurrence : problématiques liées aux exclusivités

GC+ regrette que l'ARCEP traite de la question des exclusivités d'une manière trop générale, laissant entendre notamment qu'on pourrait placer sur un même plan les exclusivités de transport pratiquées par Orange jusqu'à ce jour et les exclusivités pratiquées par CANAL +.

Or, s'il ne fait pas de doute que le modèle de double exclusivité pratiquée par Orange pour ses chaînes Orange Sport et Orange Ciné Série est un modèle économiquement inefficace et n'apportant aucun bienfaits aux consommateurs (l'ARCEP et l'Autorité de la concurrence ont déjà eu l'occasion de se prononcer dans ce sens dans différents avis), il en va tout à fait différemment des exclusivités pratiquées par GC+.

Les exclusivités de distribution pratiquées par CANAL + ne heurtent en rien le principe de neutralité de l'Internet. Elles sont consubstantielles au modèle de la télévision payante et profitent à tous les acteurs du secteur (en permettant aux éditeurs d'assurer la pérennité de leurs chaînes) ainsi qu'aux consommateurs (en leur garantissant notamment une offre diversifiée et de qualité).

3/ Neutralité des terminaux : les téléviseurs connectés

GC+ rejoint l'analyse de l'ARCEP sur le caractère sensible et urgent de la question des téléviseurs connectés. Sur cette question, comme pour la distribution en général de ses offres, GC+ est favorable à une exposition la plus large possible de ses contenus. GC+ ne peut donc qu'inviter l'Autorité à être très vigilante vis-à-vis de modèles fermés et cloisonnés d'accès aux contenus.

+
+ +

En conclusion, GC+ accueille favorablement les propositions de l'ARCEP ayant pour objectif de créer un marché structuré et transparent de la qualité de service, où celle-ci est adéquatement valorisée.

Mais GC+ invite l'ARCEP à détailler encore son analyse et ses propositions afin de s'assurer du respect du principe de non discrimination sur ce nouveau marché, non discrimination qui doit être vérifiée à tous les niveaux : entre les PSI et les opérateurs contrôlant l'accès à Internet, entre les PSI eux-mêmes, entre les acteurs nationaux et internationaux... L'ARCEP devra être également particulièrement vigilante à ce que le concept de neutralité de l'Internet et des réseaux reste circonscrit à la problématique d'un accès libre aux contenus sur Internet dans le respect du bon fonctionnement des réseaux. Il serait en effet dangereux que certaines parties prenantes de ce débat « instrumentalisent » le concept de neutralité des réseaux pour promouvoir des choix de politique industrielle qui ne seraient pas en rapport avec les attentes du marché et des consommateurs.